

RCS : NANTES
Code greffe : 4401

Documents comptables

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de NANTES atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

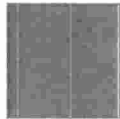
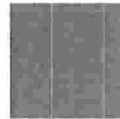
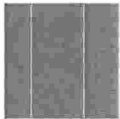
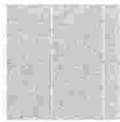
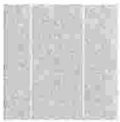
Nature du document : Documents comptables (B-S)

Numéro de gestion : 1999 B 60408
Numéro SIREN : 320 651 706
Nom ou dénomination : CHARIER GC

Ce dépôt a été enregistré le 12/10/2021 sous le numéro de dépôt 22661

CHARIER GC
2, rue des Meuniers
44220 COUERON
32065170600030

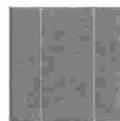

COPIE CERTIFIÉE
CONFORME À L'ORIGINAL



Deposé au Greffe
le 29 SEP 2021
sous le N° 2661.
RCS N° 99 566008

Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2020



SOMMAIRE

		commentaire
Bilan actif		
Bilan passif		
Compte de résultat 1ère partie		
Compte de résultat 2ème partie		
Faits majeurs		
principes et méthodes comptables	Note 1	
immobilisations	Note 2-1	
Amortissements et provisions des immobilisations	Note 2-2	
Crédit-bail	Note 2-2-1	sans objet
Etats des échéances et dettes	Note 2-3-1	
Charges à payer	Note 2-3-2	
Charges & produits constatés d'avance	Note 2-3-3	
Produits à recevoir	Note 2-3-4	
Composition du capital	Note 2-4-1	
Variation des capitaux propres	Note 2-4-2	
Provisions	Note 2-5	
Titres de participations	Note 2-6	sans objet
Charges & produits financiers entre sociétés liées ou ayant un lien de participation	Note 2-7	
Identité de la mère consolidante	Note 2-8	
Informations sur les comptes de résultat	Note 3	
Autres – engagements hors bilan	Note 4	

Bilan Actif

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	272 642	255 697	16 945	16 743
Fonds commercial	154 882		154 882	154 882
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	427 523	255 697	171 827	171 625
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	176 378	106 190	70 188	87 631
Constructions	47 123	25 538	21 585	22 310
Installations techniques, matériel et outillage industriel	14 802 403	12 296 661	2 505 742	2 701 206
Autres immobilisations corporelles	739 029	549 414	189 614	170 313
Immobilisations en cours	650 870		650 870	19 953
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	16 415 802	12 977 804	3 437 998	3 001 413
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations	2 000		2 000	3 000
Autres titres immobilisés				
Prêts	11 158		11 158	4 758
Autres immobilisations financières	15 816		15 816	64 603
TOTAL immobilisations financières :	28 973		28 973	72 361
ACTIF IMMOBILISÉ	16 872 299	13 233 500	3 638 798	3 245 399
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	357 615	81 549	276 066	1 629
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :	357 615	81 549	276 066	1 629
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	184 987		184 987	
Créances clients et comptes rattachés	5 677 310	268 125	5 409 184	7 441 327
Autres créances	5 334 144		5 334 144	2 032 615
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	11 196 442	268 125	10 928 316	9 473 942
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	898 725		898 725	65 692
Charges constatées d'avance	31 829		31 829	64 131
TOTAL disponibilités et divers :	930 554		930 554	129 823
ACTIF CIRCULANT	12 484 611	349 674	12 134 937	9 605 393
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	29 356 910	13 583 175	15 773 735	12 850 792

Bilan Passif

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	200 000	200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	250 045	250 045
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	20 000	20 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	157 735	157 735
Autres réserves	1 394 143	1 394 143
Report à nouveau	(1 390 039)	
Résultat de l'exercice	571 458	(1 390 039)
TOTAL situation nette :	1 203 342	631 884
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	1 203 342	631 884
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	266 012	283 889
Provisions pour charges	531 902	382 930
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	797 914	666 819
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	286 055	317 621
Emprunts et dettes financières divers	1 250 191	1 874 764
TOTAL dettes financières :	1 536 246	2 192 385
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	2 936 839	974 363
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 812 580	3 635 680
Dettes fiscales et sociales	3 410 529	3 681 424
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	205 687	113 494
Autres dettes	93 576	343 671
TOTAL dettes diverses :	7 522 373	7 774 269
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	1 777 022	611 073
DETTES	13 772 479	11 552 089
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	15 773 735	12 850 792

Compte de Résultat (Première Partie)

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	53 392		53 392	27 460
Production vendue de services	31 286 128		31 286 128	26 540 483
Chiffres d'affaires nets	31 339 520		31 339 520	26 567 942
Production stockée				
Production immobilisée			59 769	89 507
Subventions d'exploitation				
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			995 406	618 931
Autres produits			136 974	19 630
PRODUITS D'EXPLOITATION			32 531 669	27 296 011
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements			4 731 059	5 560 587
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]			(274 437)	(315)
Autres achats et charges externes			17 696 727	13 689 651
TOTAL charges externes :			22 153 348	19 249 922
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			333 039	320 460
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			4 907 292	4 871 321
Charges sociales			3 201 576	3 031 212
TOTAL charges de personnel :			8 108 868	7 902 534
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			874 004	823 113
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			22 457	30 481
Dotations aux provisions pour risques et charges			151 220	117 658
TOTAL dotations d'exploitation :			1 047 681	971 252
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			48 254	11 437
CHARGES D'EXPLOITATION			31 691 191	28 455 605
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			840 478	(1 159 594)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

Période du 01/01/20 au 31/12/20

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	840 478	(1 159 594)
Bénéfice attribué ou perte transférée		170 727
Perte supportée ou bénéfice transféré		237 871
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		530
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 466	13 996
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	2 466	14 526
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	32 724	46 372
Intérêts et charges assimilées	15 678	16 880
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	48 402	63 252
RÉSULTAT FINANCIER	(45 936)	(48 726)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	794 542	(1 275 464)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		174 405
Produits exceptionnels sur opérations en capital	913	1 040
Reprises sur provisions et transferts de charges	20 132	19 650
	21 045	195 096
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	161 893	21 338
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		249 403
	161 893	270 741
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(140 849)	(75 645)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	82 266	40 673
Impôts sur les bénéfices	(30)	(1 743)
TOTAL DES PRODUITS	32 555 179	27 676 359
TOTAL DES CHARGES	31 983 722	29 066 398
BÉNÉFICE OU PERTE	571 458	(1 390 039)

BILAN au 31 DECEMBRE 2020

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 Décembre 2020 (En Euros)
d'une durée de 12 mois.

FAITS MAJEURS de L'EXERCICE

Compte tenu de la crise sanitaire du Coronavirus COVID-19 affectant la communauté nationale et internationale depuis le mois de mars 2020, les effets de la sous-activité de la société et les coûts relatifs aux équipements de protection des salariés ont été maîtrisés et n'ont pas remis en cause la continuité d'exploitation de l'entreprise.

La sous-activité ou l'absence d'activité économique subie durant toute la période de gestion de cette crise ainsi que les coûts engendrés par les mesures gouvernementales prises pour limiter la propagation dudit virus ont impacté le résultat d'exploitation et le bilan de la Société sur l'année 2020 de la manière suivante :

- En raison du recours au chômage partiel, le montant des indemnités se sont élevées à 90.886,43 €.
- En raison des charges supplémentaires liées à la protection des salariés (masques, gel hydroalcoolique, équipements), à hauteur de 112.942 €.
- La Société a également eu recours au décalage de ses remboursements d'emprunt à hauteur de 40.027,62 €.

Changement de méthode comptable

1- Comptabilisation de la quote-part des sociétés en participation

La société CHARIER GC est amené de plus en plus à réaliser certains chantiers de travaux publics en créant, avec d'autres associés, une ou plusieurs sociétés en participation (SEP).

Sur les exercices antérieurs à 2020, la société CHARIER GC comptabilisait la quote-part de résultat des SEP dans un compte 655 ou 755.

Dans le but d'améliorer la lisibilité des comptes annuels, en particulier de refléter au plus près son activité, et d'appliquer la méthode retenue dans les comptes consolidés, un changement de méthode comptable a été opéré sur 2020.

Il s'agit de comptabiliser les SEP de la façon suivante :

- comptabilité autonome de la SEP
- Prestations de CHARIER GC à la SEP : annulation du chiffres d'affaires
- Intégration des comptes de la SEP chez l'associé par la comptabilisation directe pour sa quote-part de chiffres d'affaires (compte 704220) et de charges (611001) par un compte 458 "associé SEP".

Cette méthode est un changement par rapport aux exercices précédents, et à des fins de comparaison, les agrégats du compte de l'exercice 2019 impactés ont été reconstitués après application du changement de cette nouvelle méthode.

en K€	2019 certifié	2019 après changement de méthode	2020
***Chiffre d'affaires net	26 568	29 422	31 340
total des produits d'exploitation	27 296	30 150	32 531
***autres achats et prestations externes	13 690	16 611	17 697
total des charges d'exploitation	28 456	31 377	31 691
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 160	-1 227	840
BENEFICES OU PERTES TRANSFERES	-67	0	

EVENEMENTS POST CLOTURE

Evolution prévisible :

L'évolution de la crise sanitaire du Coronavirus COVID-19 est susceptible d'impacter de nouveau le résultat d'exploitation de la Société sur l'année 2021 en fonction des mesures gouvernementales qui pourraient être prises et qui impliqueraient une sous-activité économique de la Société.

La Société est attentive à l'évolution de la crise sanitaire et adapte en fonction de cette évolution ses protocoles sanitaires internes. Elle privilégie la poursuite de l'activité tout en mettant à la disposition de son personnel des matériels de protection adaptés leur permettant de travailler en toute sécurité et d'éviter la propagation du virus.

Depuis le début de l'année 2021, la Société n'a eu recours ni au chômage partiel, ni au décalage de ses remboursements d'emprunt mais a constaté des charges supplémentaires liées à l'achat de matériels de protection contre le coronavirus COVID-19.

NOTE 1 - PRINCIPES et METHODES COMPTABLES

1.1 - PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (Règlement ANC 2016-07 du 04/11/2016 modifiant le règlement n° 2014-03).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, l'indépendance des exercices, en application des règles d'établissement et de présentation des comptes annuels

1.2 - Principes comptables retenus

1-2-1-Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent le poste "concessions, brevets et droits similaires" constitué de logiciels informatiques amortis linéairement sur la même période, que le matériel auquel ils se rapportent et le poste fonds commerciaux .

1.2.2 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une ré-évaluation libre ou légale.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction des règles fiscales selon le mode linéaire.

Ils sont considérés comme correspondant aux amortissements économiquement justifiés.

Durées d'amortissement :

	Neuf	Occasion
Terrain	NA	
Constructions		
Structure générale	20	
Electricité, Plomberie, Chauffage	15	
Couverture, étanchéité	15	
Aménagements, agencements constructions	10	
Matériel de terrassement, flottant, répandage, compactage	De 8 à 20 ans	De 3 à 10 ans
Matériel énergie, pompes, perforation	De 6 à 10 ans	De 3 à 5 ans
Matériel divers	De 5 à 10 ans	De 3 à 5 ans
Installations générales, agencements divers	5	3
Matériel de transport	De 5 à 10 ans	De 3 à 5 ans
Matériel de transport : Bateau	13	
Matériel de bureau et informatique	4	3
Mobilier de bureau	6 2/3	3

1.2.3 - Immobilisations financières

Les immobilisations financières et les autres titres immobilisés sont évalués à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle, à la clôture de de l'exercice, est inférieure à la valeur d'acquisition.

Les dépôts et cautionnements figurant dans le poste "autres immobilisations financières" ont été évalués à leur valeur nominale.

1.2.4 - Stocks et travaux en-cours

Stocks de produits achetés :

Les stocks de marchandises et ou de matières premières sont évalués selon la méthode premier entré premier sorti.

Stocks fabriqués par l'entreprise :

NEANT

Les travaux en cours :

NEANT

1-2-5 Créances & Dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances font l'objet d'une appréciation au cas par cas : elles sont éventuellement dépréciées par voie de provisions pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Sur cet exercice, la comptabilisation de la dette ou la créance d'impôt sur les sociétés vis-à-vis de la société tête d'intégration fiscale est comptabilisée dans le poste Autres Créances - débiteurs divers ; sur les exercices précédents elle était classée en autres créances-groupe et associés (1.742,81 € en 2019).

1-2-6 Comptabilisation des ventes

Les contrats dont la durée d'exécution s'étend sur plusieurs exercices sont comptabilisés selon la méthode à L'avancement.

Le pourcentage retenu est le rapport entre le coût des travaux et services exécutés à la date de la clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat.

La différence entre le chiffre d'affaires avancé et le chiffre d'affaires facturé est comptabilisée par le biais de factures à établir (cas où la différence est positive) ou en produits constatés d'avance (cas où la différence est négative).

Les pertes probables sont provisionnées pour leur totalité en pertes à terminaison sur la base de la meilleure estimation des restants à faire du management à la date d'établissement des états financiers sans préjuger d'éventuels travaux complémentaires non encore identifiés à la date de clôture de l'exercice.

1-2-7- Disponibilités et concours bancaires courants

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

1-2-8 Provisions pour risques et charges

Conformément aux dispositions du Plan Comptable Général, les provisions pour risques et charges sont constituées de manière à prendre en compte les obligations de la société à l'égard de tiers, dont il est probable ou certain qu'elles provoqueront une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie ou moins équivalente, et dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise.

Elles sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en tenant compte des informations disponibles et le cas échéant après consultation des experts et conseils de l'entreprise.

2-1 Immobilisations

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement			
Autres immobilisations incorporelles	443 163		8 505
TOTAL immobilisations incorporelles :	443 163		8 505
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	176 378		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	43 423		3 700
Installations techniques et outillage industriel	15 841 210		583 790
Installations générales, agencements et divers	56 307		44 009
Matériel de transport	286 264		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	395 189		47 576
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	19 953		637 089
Avances et acomptes			
TOTAL immobilisations corporelles :	16 818 725		1 316 163
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	3 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	69 361		14 175
TOTAL immobilisations financières :	72 361		14 175
TOTAL GÉNÉRAL	17 334 249		1 338 843

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement				
Autres immobilisations incorporelles		24 145	427 523	
TOTAL immobilisations incorporelles :		24 145	427 523	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			176 378	
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			47 123	
Install. techn., matériel et out. industriels		1 622 597	14 802 403	
Inst. générales, agencements et divers			100 316	
Matériel de transport		81 936	204 328	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		8 381	434 385	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		6 172	650 870	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		1 719 087	16 415 802	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations		1 000	2 000	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		56 562	26 973	
TOTAL immobilisations financières :		57 562	28 973	
TOTAL GÉNÉRAL		1 800 794	16 872 299	

2-2 Amortissements et Dépréciations

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	271 539	8 303	24 145	255 697
TOTAL immobilisations incorporelles :	271 539	8 303	24 145	255 697
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	88 746	17 443		106 190
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	21 113	7 500	3 075	25 538
Installations techn. et outillage industriel	13 132 607	777 394	1 613 340	12 296 661
Inst. générales, agencements et divers	23 867	12 648		36 516
Matériel de transport	232 111	21 327	79 567	173 871
Mat. de bureau, informatique et mobil.	311 470	36 298	8 740	339 027
TOTAL immobilisations corporelles :	13 809 914	872 611	1 704 721	12 977 804
TOTAL GÉNÉRAL	14 081 452	880 914	1 728 866	13 233 500

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS DEPRECEIEES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Inst techniques et outillage industriel	7 398		7 398	(0)
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique et mobilier				
TOTAL immobilisations corporelles :	7 398		7 398	(0)
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de Participations				
Autres immobilisations financières				
TOTAL immobilisations financières :				
TOTAL GÉNÉRAL	7 398		7 398	(0)

2-3-1 État des Échéances des Créances et Dettes

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations	2 000		2 000
Prêts	11 158	4 200	6 958
Autres immobilisations financières	15 816		15 816
TOTAL de l'actif immobilisé :	28 973	4 200	24 773
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Avances et Acomptes versés sur commande	184 987	184 987	
Clients douteux ou litigieux	318 457		318 457
Autres créances clients	5 358 853	5 358 853	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	3 330	3 330	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 449	5 449	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	818 050	818 050	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	28 661	28 661	
État - Divers			
Groupe et associés	4 364 552	4 364 552	
Débiteurs divers	114 102	114 102	
TOTAL de l'actif circulant :	11 196 442	10 877 984	318 457
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	31 829	31 829	

TOTAL GÉNÉRAL	11 257 244	10 914 013	343 231
----------------------	-------------------	-------------------	----------------

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	286 055	78 984	207 070	
Emprunts et dettes financières divers	260 000		260 000	
Avances et acomptes reçus	2 936 839	2 936 839		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 812 580	3 812 580		
Personnel et comptes rattachés	624 771	624 771		
Sécurité sociale et autres organismes	891 155	891 155		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 640 334	1 640 334		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	254 268	254 268		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	205 687	205 687		
Groupe et associés	990 191	990 191		
Autres dettes	93 576	93 576		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 777 022	1 777 022		
TOTAL GÉNÉRAL	13 772 479	13 305 409	467 070	

2-3-2 Charges à Payer

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	873 069
Dettes fiscales et sociales	421 186
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	57 548
TOTAL	1 351 803

2-3-3 Charges et Produits Constatés d'Avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	31 829	1 777 022
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	31 829	1 777 022

2-3-4 Produits à Recevoir

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	1 301 169
Personnel	
Organismes sociaux	5 449
État	
Divers, produits à recevoir	10 298
Autres créances	42 457
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	1 359 374

2-4-1 Composition du Capital Social

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	20000	10
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	20000	10

2-4-2- TABLEAU DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES EN K€

en K€	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat n-1	Résultat de l'exercice	Apport titres dddd	Augmentation de capital	Réduction de capital	autres variations	A la clôture de l'exercice
Capital Social	200							200
Primes d'émission, de fusion et d'apport	2							2
Boni de fusion	46							46
Prime d'apport	202							202
Réserves légale	20							20
Réserves réglementées	158							158
Autres réserves	1 394							1 394
Report à nouveau débiteur	0	-1 390						-1 390
Résultat N			571					571
Résultat n-1	-1 390	1 390						0
Dividendes								0
CAPITAUX PROPRES	632	0	571	0	0		0	1 203

2-5 Provisions Inscrites au Bilan

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements					
Provisions pour investissement					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Dont majorations except. de 30%					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES					

Provisions pour litiges	123 716	40 000	1 637	27 079	135 000
Prov. pour garant. données aux clients					
Prov. pour pertes sur marchés à terme	9 029		734	8 295	
Provisions pour amendes et pénalités	151 144		20 132		131 012
Provisions pour pertes de change					
Prov. pour pensions et obligat. simil.	372 874	143 944			516 818
Provisions pour impôts					
Prov. pour renouvellement des immo.					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer	10 056	5 028			15 084
Autres prov. pour risques et charges					
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	666 819	188 972	22 503	35 374	797 914

Prov. sur immobilisations incorporelles					
Prov. sur immobilisations corporelles	7 398		7 398		(0)
Prov. sur immo. titres mis en équival.					
Prov. sur immo. titres de participation					
Prov. sur autres immo. financières					
Provisions sur stocks et en cours	81 549				81 549
Provisions sur comptes clients	279 195	22 457			268 125
Autres provisions pour dépréciation					
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	368 143	22 457	7 398		349 674
TOTAL GÉNÉRAL	1 034 961	211 430	29 901	35 374	1 147 588

Dont Dotations et Reprises	Dotations	Reprises
Exploitations	173 678	78 671
Financières	32 724	
Exceptionnelles		20 132
Autres		

2-7 CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS ENTRE SOCIETES LIEES OU AYANT DES LIENS DE PARTICIPATION

Ils s'élèvent-hors dividendes-à :

Charges Financières	13 991
Produits Financiers	530

Les charges et produits financiers entre sociétés liées ou ayant des liens de participations sont constitués par des intérêts sur comptes courants et par des intérêts calculés dans le cadre d'une conventions de gestion de trésorerie.

2-8 IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE DES LIENS DE PARTICIPATION

S.A Charier, 87- 89, rue Louis Pasteur à Montoir de Bretagne, établit des comptes consolidés dans lesquels les comptes annuels de notre société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale.

NOTE 3 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT

3-1- VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITE

Le chiffre d'affaires de l'exercice peut s'analyser ainsi :

Ventes de marchandises	
Production vendue : biens	53392
Production vendue : services	31 286 128

3-2- REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Les ventes ont été réalisées sur les marchés géographiques suivants :

France :	31 339 520
----------	------------

3-3- TRANSFERTS DE CHARGES

Ils se décomposent ainsi :

Remboursement sur Frais de Personnel	228 079
Remboursement Assurances	688 655

3-4- OPERATIONS EN COMMUN

Les contrats dont la durée d'exécution sur plusieurs exercices sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement en conformité avec le point 1.

Résultats 2020 des Sociétés en Participation :	-280 906
Résultats 2020 GIE :	0
TOTAL	-280 906

3-5- RESULTAT EXCEPTIONNEL -140 849

Produits :

Subvention	
Cessions immobilisations incorporelles	
Cessions immobilisations corporelles	
Reprise prov risques prud'homaux	
Indemnisation diverses	
Rentrées sur créances amorties	
Reprise pénalités sur marché	20 132
Produits sur dettes fournisseurs	913
TOTAL PRODUITS	21 045

Charges

Pénalités sur marchés	160 132
Amendes	314
Vol ou remise en état matériels loués	1 447
Cessions immobilières incorporelles	
Cessions immobilières corporelles	
Provision sur litiges	
Provision sur pénalités	
Pertes sur créances suite à un litige	
Cessions immobilières rebutées	
Mali de fusion	
Régule indemnisation retraite	
TOTAL CHARGES	161 893

3-6- VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES DE L'EXERCICE

	AVANT IMPOT	IMPOT	APRES IMPOT
Résultat courant	794 542	271 502	523 040
Résultat exceptionnel	-140 849	- 39 438	- 101 411
Intéressement	-82 266	- 23 034	- 59 232
Aide à l'investissement		- 9 057	9 057
Crédit d'impôt mécénat		30	- 30
Résultat fiscal transféré à la tête d'intégration fiscale		- 199 972	199 972
	571 427	30	571 457

Les décalages temporaires existant entre l'assiette de l'impôt sur les bénéfices et certaines charges comptables occasionneraient un allègement de la dette future d'impôt de 7.153 €.

Conformément à l'option prise le 18/12/2002, notre société est soumise au régime fiscal des groupes de sociétés, sous la société tête : SA CHARIER, 87-89, rue Louis Pasteur à Montoir de Bretagne.

L'impôt société comptabilisé dans l'exercice correspond à l'impôt dû sur notre propre résultat, comme en l'absence d'option pour l'intégration.

3-7- REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

3-8- EFFECTIFS

L'effectif moyen sur l'année 2020 se répartit de la façon suivante :

Cadres	:	44
Employés Agents de Maîtrise et Techniciens	:	26
ouvriers	:	53
TOTAL		123

NOTE 4- AUTRES

4-1- ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés :

Effets escomptés non échus	:	
Caution / garanties financières de chantiers de travaux publics	:	8 552 913

Engagements en matière de retraite :

En application de la convention collective en vigueur, nous distinguons 2 cas :

- Ouvriers : l'indemnité de départ en retraite est versée par la Caisse de Retraite ;
- Cadres, Agents de maîtrise, Employés : l'entreprise est tenue de verser une indemnité aux salariés partant en retraite.

Ces engagements sont évalués à la clôture de l'exercice à 457 919,19 €. Ils ont été comptabilisés au bilan sous forme de provisions. Depuis le 01-01-2014, la variation de la provision résultant de l'évolution du taux IBOXX est comptabilisée dans le résultat financier, soit, pour 2020 :

dotation exploitation	107 665 €
reprise exploitation	0 €
dotation financière	30 959 €

Suite à la LFSSS pour 2009, l'entreprise a abandonné la stratégie de mise en retraite par l'employeur et a opté pour l'option de départ volontaire du salarié. Les charges patronales sont désormais provisionnées.

La méthode d'évaluation est fondée sur le calcul de l'indemnité théorique due pour chaque salarié, pondérée d'un coefficient représentatif de la probabilité de présence du salarié dans l'entreprise à l'âge de la retraite. Elle s'appuie sur la législation sociale, l'âge des salariés, leur ancienneté dans l'entreprise, leur rémunération actuelle. Elle doit aussi s'appuyer sur la nécessité d'intégrer dans le calcul des engagements de retraite le nombre de trimestres validés par chaque salarié avant son entrée dans l'entreprise.

Conformément à la recommandation ANC n°2013-02, la méthode d'évaluation est fondée sur le calcul de l'indemnité théorique due pour chaque salarié, en tenant compte des paramètres suivants :

Table convention collective de l'entreprise : FNTP
Age de départ : 60-67 ans en fonction de la date de naissance
La rémunération actuelle du salarié
Table profil de carrière : 1 %
Taux d'actualisation : 0,34 % (IBOXX - 2019 : 0,77%)
Taux d'inflation : 0
Table turnover : Fort
Table de mortalité : INSEE 2019
Taux de charges patronales : 49 %

Engagements : médailles du travail

Ces engagements ont été comptabilisés au bilan, sous forme de provision. Ils sont évalués à la clôture de l'exercice à 58.899 euros.

A compter du 01-01-2017, la variation de la provision résultant de l'évolution du taux IBOXX est comptabilisée dans le résultat financier, soit :

dotation exploitation	3 555
reprise exploitation	
dotation financière	1 765
reprise financière	

Conformément à la recommandation ANC n°2013-02, la méthode d'évaluation est fondée sur le calcul de l'indemnité théorique due pour chaque salarié, en tenant compte des paramètres suivants :

Table profil de carrière : 1%
Taux d'actualisation : 0,34% (2019 : IBOXX : 0.77 %)
Taux d'inflation : 0
Turn Over Fort : Cadres et Etam = CCN TP
Turn Over Moyen : Ouvrier = CCN TP

CHARIER GC

Société par actions simplifiée au capital de 200.000 €

Siège social : 2 Rue des Meuniers - 44220 COUERON

SIREN 320 651 706 - R.C.S. de NANTES

◆ ◆ ◆

EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2020

PROPOSITION D'AFFECTATION DU RESULTAT

◆ ◆ ◆

TROISIEME DECISION - AFFECTATION DU RESULTAT

L'associé unique, sur proposition du Président, décide d'affecter le résultat de l'exercice de la façon suivante :

- le bénéfice de l'exercice, soit 571.457,67 €
est affecté, en totalité, au poste « Report à nouveau ».

Conformément aux dispositions de l'article 243 bis du code général des impôts, il est rappelé, qu'au cours des trois derniers exercices, il n'y a pas eu de dividendes mis en distribution.

ADOPTION

L'associé unique a adopté cette décision dans son intégralité le 6 mai 2021.

EXTRAIT
CERTIFIÉ CONFORME
Hj

CHARIER GC

Société par actions simplifiée

2 rue des Meuniers - La Barrière Noire

44200 COUERON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

CHARIER GC

Société par actions simplifiée

2 rue des Meuniers - La Barrière Noire

44200 COUERON

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2020

À l'associé unique de la société CHARIER GC

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société CHARIER GC relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Deloitte.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2020 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le changement de méthode comptable relatif à la comptabilisation de la quote-part des sociétés en participation décrit dans la note "Faits majeurs de l'exercice" de l'annexe des comptes annuels.

Justification des appréciations

La crise mondiale liée à la pandémie de COVID-19 crée des conditions particulières pour la préparation et l'audit des comptes de cet exercice. En effet, cette crise et les mesures exceptionnelles prises dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire induisent de multiples conséquences pour les entreprises, particulièrement sur leur activité et leur financement, ainsi que des incertitudes accrues sur leurs perspectives d'avenir. Certaines de ces mesures, telles que les restrictions de déplacement et le travail à distance, ont également eu une incidence sur l'organisation interne des entreprises et sur les modalités de mise en œuvre des audits.

C'est dans ce contexte complexe et évolutif que, en application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Contrats à long terme

Votre société constate les résultats sur les contrats à long terme selon les modalités décrites dans la note "Comptabilisation des ventes" de l'annexe. Ces résultats restent dépendants des estimations à terminaison réalisées par votre société.

Sur la base des informations qui nous ont été communiquées, nos travaux ont consisté notamment à apprécier les données et les hypothèses sur lesquelles se fondent les évaluations des résultats à terminaison de ces contrats, à revoir les calculs effectués par la société, à comparer les évaluations des résultats à terminaison des périodes précédentes avec les réalisations correspondantes et à examiner les procédures d'approbation de ces estimations.

Comme indiqué dans la note 1.2.6 de l'annexe, ces estimations reposent sur des hypothèses. Dans le cadre de nos appréciations, nous nous sommes assurés du caractère raisonnable de ces estimations.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du président et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés à l'associé unique.

Deloitte.

En application de la loi, nous vous signalons que les informations relatives aux délais de paiement prévues à l'article D. 441-6 du code de commerce ne sont pas mentionnées dans le rapport de gestion. En conséquence, nous ne pouvons attester de leur sincérité et de leur concordance avec les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le président.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

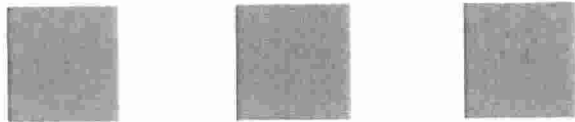
Saint-Herblain, le 6 avril 2021

Le commissaire aux comptes

Deloitte & Associés

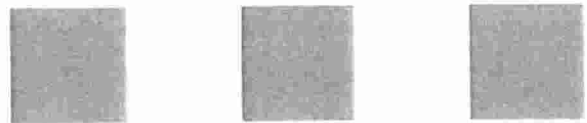
Alexis LEVASSEUR

CHARIER GC
2, rue des Meuniers
44220 COUERON
32065170600030



Etats Comptables et Fiscaux

31/12/2020



SOMMAIRE

		commentaire
Bilan actif		
Bilan passif		
Compte de résultat 1ère partie		
Compte de résultat 2ème partie		
Faits majeurs		
principes et méthodes comptables	Note 1	
immobilisations	Note 2-1	
Amortissements et provisions des immobilisations	Note 2-2	
Crédit-bail	Note 2-2-1	sans objet
Etats des échéances et dettes	Note 2-3-1	
Charges à payer	Note 2-3-2	
Charges & produits constatés d'avance	Note 2-3-3	
Produits à recevoir	Note 2-3-4	
Composition du capital	Note 2-4-1	
Variation des capitaux propres	Note 2-4-2	
Provisions	Note 2-5	
Titres de participations	Note 2-6	sans objet
Charges & produits financiers entre sociétés liées ou ayant un lien de participation	Note 2-7	
Identité de la mère consolidante	Note 2-8	
Informations sur les comptes de résultat	Note 3	
Autres – engagements hors bilan	Note 4	

Bilan Actif

RUBRIQUES	BRUT	Amortissements	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
CAPITAL SOUSCRIT NON APPELÉ				
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement				
Frais de développement				
Concession, brevets et droits similaires	272 642	255 697	16 945	16 743
Fonds commercial	154 882		154 882	154 882
Autres immobilisations incorporelles				
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :	427 523	255 697	171 827	171 625
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	176 378	106 190	70 188	87 631
Constructions	47 123	25 538	21 585	22 310
Installations techniques, matériel et outillage industriel	14 802 403	12 296 661	2 505 742	2 701 206
Autres immobilisations corporelles	739 029	549 414	189 614	170 313
Immobilisations en cours	650 870		650 870	19 953
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :	16 415 802	12 977 804	3 437 998	3 001 413
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participations				
Créances rattachées à des participations	2 000		2 000	3 000
Autres titres immobilisés				
Prêts	11 158		11 158	4 758
Autres immobilisations financières	15 816		15 816	64 603
TOTAL immobilisations financières :	28 973		28 973	72 361
ACTIF IMMOBILISÉ	16 872 299	13 233 500	3 638 798	3 245 399
STOCKS ET EN-COURS				
Matières premières et approvisionnement	357 615	81 549	276 066	1 629
Stocks d'en-cours de production de biens				
Stocks d'en-cours production de services				
Stocks produits intermédiaires et finis				
Stocks de marchandises				
TOTAL stocks et en-cours :	357 615	81 549	276 066	1 629
CRÉANCES				
Avances, acomptes versés sur commandes	184 987		184 987	
Créances clients et comptes rattachés	5 677 310	268 125	5 409 184	7 441 327
Autres créances	5 334 144		5 334 144	2 032 615
Capital souscrit et appelé, non versé				
TOTAL créances :	11 196 442	268 125	10 928 316	9 473 942
DISPONIBILITÉS ET DIVERS				
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	898 725		898 725	65 692
Charges constatées d'avance	31 829		31 829	64 131
TOTAL disponibilités et divers :	930 554		930 554	129 823
ACTIF CIRCULANT	12 484 611	349 674	12 134 937	9 605 393
Frais d'émission d'emprunts à étaler				
Primes remboursement des obligations				
Écarts de conversion actif				
TOTAL GÉNÉRAL	29 356 910	13 583 175	15 773 735	12 850 792

Bilan Passif

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
SITUATION NETTE		
Capital social ou individuel dont versé	200 000	200 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport, ...	250 045	250 045
Écarts de réévaluation dont écart d'équivalence		
Réserve légale	20 000	20 000
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves réglementées	157 735	157 735
Autres réserves	1 394 143	1 394 143
Report à nouveau	(1 390 039)	
Résultat de l'exercice	571 458	(1 390 039)
TOTAL situation nette :	1 203 342	631 884
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES		
CAPITAUX PROPRES	1 203 342	631 884
Produits des émissions de titres participatifs		
Avances conditionnées		
AUTRES FONDS PROPRES		
Provisions pour risques	266 012	283 889
Provisions pour charges	531 902	382 930
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	797 914	666 819
DETTES FINANCIÈRES		
Emprunts obligataires convertibles		
Autres emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	286 055	317 621
Emprunts et dettes financières divers	1 250 191	1 874 764
TOTAL dettes financières :	1 536 246	2 192 385
AVANCES ET ACOMPTES RECUS SUR COMMANDES EN COURS	2 936 839	974 363
DETTES DIVERSES		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	3 812 580	3 635 680
Dettes fiscales et sociales	3 410 529	3 681 424
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	205 687	113 494
Autres dettes	93 576	343 671
TOTAL dettes diverses :	7 522 373	7 774 269
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE	1 777 022	611 073
DETTES	13 772 479	11 552 089
Ecarts de conversion passif		
TOTAL GÉNÉRAL	15 773 735	12 850 792

Compte de Résultat (Première Partie)

RUBRIQUES	France	Export	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
Ventes de marchandises				
Production vendue de biens	53 392		53 392	27 460
Production vendue de services	31 286 128		31 286 128	26 540 483
Chiffres d'affaires nets	31 339 520		31 339 520	26 567 942
Production stockée			59 769	89 507
Production immobilisée				
Subventions d'exploitation			995 406	618 931
Reprises sur amortissements et provisions, transfert de charges			136 974	19 630
Autres produits				
PRODUITS D'EXPLOITATION			32 531 669	27 296 011
CHARGES EXTERNES				
Achats de marchandises [et droits de douane]				
Variation de stock de marchandises			4 731 059	5 560 587
Achats de matières premières et autres approvisionnements			(274 437)	(315)
Variation de stock [matières premières et approvisionnements]			17 696 727	13 689 651
Autres achats et charges externes				
TOTAL charges externes :			22 153 348	19 249 922
IMPOTS, TAXES ET VERSEMENTS ASSIMILÉS			333 039	320 460
CHARGES DE PERSONNEL				
Salaires et traitements			4 907 292	4 871 321
Charges sociales			3 201 576	3 031 212
TOTAL charges de personnel :			8 108 868	7 902 534
DOTATIONS D'EXPLOITATION				
Dotations aux amortissements sur immobilisations			874 004	823 113
Dotations aux provisions sur immobilisations				
Dotations aux provisions sur actif circulant			22 457	30 481
Dotations aux provisions pour risques et charges			151 220	117 658
TOTAL dotations d'exploitation :			1 047 681	971 252
AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION			48 254	11 437
CHARGES D'EXPLOITATION			31 691 191	28 455 605
RÉSULTAT D'EXPLOITATION			840 478	(1 159 594)

Compte de Résultat (Seconde Partie)

Période du 01/01/20 au 31/12/20

RUBRIQUES	Net (N) 31/12/2020	Net (N-1) 31/12/2019
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	840 478	(1 159 594)
Bénéfice attribué ou perte transférée		170 727
Perte supportée ou bénéfice transféré		237 871
PRODUITS FINANCIERS		
Produits financiers de participation		530
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	2 466	13 996
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	2 466	14 526
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations financières aux amortissements et provisions	32 724	46 372
Intérêts et charges assimilées	15 678	16 880
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	48 402	63 252
RÉSULTAT FINANCIER	(45 936)	(48 726)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	794 542	(1 275 464)
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		174 405
Produits exceptionnels sur opérations en capital	913	1 040
Reprises sur provisions et transferts de charges	20 132	19 650
	21 045	195 096
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	161 893	21 338
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		249 403
	161 893	270 741
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(140 849)	(75 645)
Participation des salariés aux résultats de l'entreprise	82 266	40 673
Impôts sur les bénéfices	(30)	(1 743)
TOTAL DES PRODUITS	32 555 179	27 676 359
TOTAL DES CHARGES	31 983 722	29 066 398
BÉNÉFICE OU PERTE	571 458	(1 390 039)

SOCIETE CHARIER GC

BILAN au 31 DECEMBRE 2020

ANNEXE

Annexe au bilan et au compte de résultat de l'exercice clos le 31 Décembre 2020 (En Euros)
d'une durée de 12 mois.

FAITS MAJEURS de L'EXERCICE

Compte tenu de la crise sanitaire du Coronavirus COVID-19 affectant la communauté nationale et internationale depuis le mois de mars 2020, les effets de la sous-activité de la société et les coûts relatifs aux équipements de protection des salariés ont été maîtrisés et n'ont pas remis en cause la continuité d'exploitation de l'entreprise.

La sous-activité ou l'absence d'activité économique subie durant toute la période de gestion de cette crise ainsi que les coûts engendrés par les mesures gouvernementales prises pour limiter la propagation dudit virus ont impacté le résultat d'exploitation et le bilan de la Société sur l'année 2020 de la manière suivante :

- En raison du recours au chômage partiel, le montant des indemnités se sont élevées à 90.886,43 €.
- En raison des charges supplémentaires liées à la protection des salariés (masques, gel hydroalcoolique, équipements), à hauteur de 112.942 €.
- La Société a également eu recours au décalage de ses remboursements d'emprunt à hauteur de 40.027,62 €.

Changement de méthode comptable

1- Comptabilisation de la quote-part des sociétés en participation

La société CHARIER GC est amené de plus en plus à réaliser certains chantiers de travaux publics en créant, avec d'autres associés, une ou plusieurs sociétés en participation (SEP).

Sur les exercices antérieurs à 2020, la société CHARIER GC comptabilisait la quote-part de résultat des SEP dans un compte 655 ou 755.

Dans le but d'améliorer la lisibilité des comptes annuels, en particulier de refléter au plus près son activité, et d'appliquer la méthode retenue dans les comptes consolidés, un changement de méthode comptable a été opéré sur 2020.

Il s'agit de comptabiliser les SEP de la façon suivante :

- comptabilité autonome de la SEP
- Prestations de CHARIER GC à la SEP : annulation du chiffres d'affaires
- Intégration des comptes de la SEP chez l'associé par la comptabilisation directe pour sa quote-part de chiffres d'affaires (compte 704220) et de charges (611001) par un compte 458 "associé SEP".

Cette méthode est un changement par rapport aux exercices précédents, et à des fins de comparaison, les agrégats du compte de l'exercice 2019 impactés ont été reconstitués après application du changement de cette nouvelle méthode.

en K€	2019 certifié	2019 après changement de méthode	2020
***Chiffre d'affaires net	26 568	29 422	31 340
total des produits d'exploitation	27 296	30 150	32 531
***autres achats et prestations externes	13 690	16 611	17 697
total des charges d'exploitation	28 456	31 377	31 691
RESULTAT D'EXPLOITATION	-1 160	-1 227	840
BENEFICES OU PERTES			
TRANSFERES	-67	0	

EVENEMENTS POST CLOTURE

Evolution prévisible :

L'évolution de la crise sanitaire du Coronavirus COVID-19 est susceptible d'impacter de nouveau le résultat d'exploitation de la Société sur l'année 2021 en fonction des mesures gouvernementales qui pourraient être prises et qui impliqueraient une sous-activité économique de la Société.

La Société est attentive à l'évolution de la crise sanitaire et adapte en fonction de cette évolution ses protocoles sanitaires internes. Elle privilégie la poursuite de l'activité tout en mettant à la disposition de son personnel des matériels de protection adaptés leur permettant de travailler en toute sécurité et d'éviter la propagation du virus. Depuis le début de l'année 2021, la Société n'a eu recours ni au chômage partiel, ni au décalage de ses remboursements d'emprunt mais a constaté des charges supplémentaires liées à l'achat de matériels de protection contre le coronavirus COVID-19.

NOTE 1 - PRINCIPES et METHODES COMPTABLES

1.1 - PRINCIPES GENERAUX

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du Code de Commerce et du plan comptable général (Règlement ANC 2016-07 du 04/11/2016 modifiant le règlement n° 2014-03).

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, l'indépendance des exercices, en application des règles d'établissement et de présentation des comptes annuels

1.2 - Principes comptables retenus

1-2-1-Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles comprennent le poste "concessions, brevets et droits similaires" constitué de logiciels informatiques amortis linéairement sur la même période, que le matériel auquel ils se rapportent et le poste fonds commerciaux .

1.2.2 - Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition. Ces éléments n'ont pas fait l'objet d'une ré-évaluation libre ou légale.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés en fonction des règles fiscales selon le mode linéaire.

Ils sont considérés comme correspondant aux amortissements économiquement justifiés.

Durées d'amortissement :

	Neuf	Occasion
Terrain	NA	
Constructions		
Structure générale	20	
Electricité, Plomberie, Chauffage	15	
Couverture, étanchéité	15	
Aménagements, agencements constructions	10	
Matériel de terrassement, flottant, répandage, compactage	De 8 à 20 ans	De 3 à 10 ans
Matériel énergie, pompes, perforation	De 6 à 10 ans	De 3 à 5 ans
Matériel divers	De 5 à 10 ans	De 3 à 5 ans
Installations générales, agencements divers	5	3
Matériel de transport	De 5 à 10 ans	De 3 à 5 ans
Matériel de transport : Bateau	13	
Matériel de bureau et informatique	4	3
Mobilier de bureau	6 2/3	3

1.2.3 - Immobilisations financières

Les immobilisations financières et les autres titres immobilisés sont évalués à leur coût d'acquisition.

Une provision pour dépréciation est constituée lorsque la valeur actuelle, à la clôture de de l'exercice, est inférieure à la valeur d'acquisition.

Les dépôts et cautionnements figurant dans le poste "autres immobilisations financières" ont été évalués à leur valeur nominale.

1.2.4 - Stocks et travaux en-cours

Stocks de produits achetés :

Les stocks de marchandises et ou de matières premières sont évalués selon la méthode premier entré premier sorti.

Stocks fabriqués par l'entreprise :

NEANT

Les travaux en cours :

NEANT

1-2-5 Créances & Dettes

Les créances et dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances font l'objet d'une appréciation au cas par cas : elles sont éventuellement dépréciées par voie de provisions pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

Sur cet exercice, la comptabilisation de la dette ou la créance d'impôt sur les sociétés vis-à-vis de la société tête d'intégration fiscale est comptabilisée dans le poste Autres Créances - débiteurs divers ; sur les exercices précédents elle était classée en autres créances-groupe et associés (1.742,81 € en 2019).

1-2-6 Comptabilisation des ventes

Les contrats dont la durée d'exécution s'étend sur plusieurs exercices sont comptabilisés selon la méthode à l'avancement.

Le pourcentage retenu est le rapport entre le coût des travaux et services exécutés à la date de la clôture et le total prévisionnel des coûts d'exécution du contrat.

La différence entre le chiffre d'affaires avancé et le chiffre d'affaires facturé est comptabilisée par le biais de factures à établir (cas où la différence est positive) ou en produits constatés d'avance (cas où la différence est négative).

Les pertes probables sont provisionnées pour leur totalité en pertes à terminaison sur la base de la meilleure estimation des restants à faire du management à la date d'établissement des états financiers sans préjuger d'éventuels travaux complémentaires non encore identifiés à la date de clôture de l'exercice.

1-2-7- Disponibilités et concours bancaires courants

Les liquidités disponibles en caisse ou en banque ont été évaluées pour leur valeur nominale.

1-2-8 Provisions pour risques et charges

Conformément aux dispositions du Plan Comptable Général, les provisions pour risques et charges sont constituées de manière à prendre en compte les obligations de la société à l'égard de tiers, dont il est probable ou certain qu'elles provoqueront une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie ou moins équivalente, et dont l'échéance ou le montant ne sont pas fixés de façon précise.

Elles sont évaluées pour le montant correspondant à la meilleure estimation de la sortie de ressources nécessaires à l'extinction de l'obligation en tenant compte des informations disponibles et le cas échéant après consultation des experts et conseils de l'entreprise.

2-1 Immobilisations

RUBRIQUES	Valeur brute début exercice	Augmentations par réévaluation	Acquisitions apports, création virements
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES			
Frais d'établissement et de développement	443 163		8 505
Autres immobilisations incorporelles			
TOTAL immobilisations incorporelles :	443 163		8 505
IMMOBILISATIONS CORPORELLES			
Terrains	176 378		
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Constructions installations générales	43 423		3 700
Installations techniques et outillage industriel	15 841 210		583 790
Installations générales, agencements et divers	56 307		44 009
Matériel de transport	286 264		
Matériel de bureau, informatique et mobilier	395 189		47 576
Emballages récupérables et divers			
Immobilisations corporelles en cours	19 953		637 089
Avances et acomptes			
TOTAL Immobilisations corporelles :	16 818 725		1 316 163
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES			
Participations évaluées par mises en équivalence			
Autres participations	3 000		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières	69 361		14 175
TOTAL Immobilisations financières :	72 361		14 175
TOTAL GÉNÉRAL	17 334 249		1 338 843

RUBRIQUES	Diminutions par virement	Diminutions par cessions mises hors service	Valeur brute fin d'exercice	Réévaluations légales
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement		24 145	427 523	
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :		24 145	427 523	
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains			176 378	
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales			47 123	
Install. techn., matériel et out. industriels		1 622 597	14 802 403	
Inst. générales, agencements et divers			100 316	
Matériel de transport		81 936	204 328	
Mat. de bureau, informatique et mobil.		8 381	434 385	
Emballages récupérables et divers				
Immobilisations corporelles en cours		6 172	650 870	
Avances et acomptes				
TOTAL immobilisations corporelles :		1 719 087	16 415 802	
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES				
Participations mises en équivalence				
Autres participations		1 000	2 000	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immo. financières		56 562	26 973	
TOTAL immobilisations financières :		57 562	28 973	
TOTAL GÉNÉRAL		1 800 794	16 872 299	

2-2 Amortissements et Dépréciations

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'étab. et de développement.				
Autres immobilisations incorporelles	271 539	8 303	24 145	255 697
TOTAL immobilisations incorporelles :	271 539	8 303	24 145	255 697
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains	88 746	17 443		106 190
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	21 113	7 500	3 075	25 538
Installations techn. et outillage industriel	13 132 607	777 394	1 613 340	12 296 661
Inst. générales, agencements et divers	23 867	12 648		36 516
Matériel de transport	232 111	21 327	79 567	173 871
Mat. de bureau, informatique et mobil.	311 470	36 298	8 740	339 027
TOTAL immobilisations corporelles :	13 809 914	872 611	1 704 721	12 977 804
TOTAL GÉNÉRAL	14 081 452	880 914	1 728 866	13 233 500

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE				
IMMOBILISATIONS DEPRECEIEES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin exercice
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles				
TOTAL immobilisations incorporelles :				
IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales				
Inst techniques et outillage industriel	7 398		7 398	(0)
Inst. générales, agencements et divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique et mobilier				
TOTAL immobilisations corporelles :	7 398		7 398	(0)
IMMOBILISATIONS FINANCIERES				
Titres de Participations				
Autres immobilisations financières				
TOTAL Immobilisations financières :				
TOTAL GÉNÉRAL	7 398		7 398	(0)

2-3-1 État des Échéances des Créances et Dettes

ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ			
Créances rattachées à des participations	2 000		2 000
Prêts	11 158	4 200	6 958
Autres immobilisations financières	15 816		15 816
TOTAL de l'actif immobilisé :	28 973	4 200	24 773
DE L'ACTIF CIRCULANT			
Avances et Acomptes versés sur commande	184 987	184 987	
Clients douteux ou litigieux	318 457		318 457
Autres créances clients	5 358 853	5 358 853	
Créance représent. de titres prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	3 330	3 330	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	5 449	5 449	
État - Impôts sur les bénéfices			
État - Taxe sur la valeur ajoutée	818 050	818 050	
État - Autres impôts, taxes et versements assimilés	28 661	28 661	
État - Divers			
Groupe et associés	4 364 552	4 364 552	
Débiteurs divers	114 102	114 102	
TOTAL de l'actif circulant :	11 196 442	10 877 984	318 457
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE	31 829	31 829	
TOTAL GÉNÉRAL	11 257 244	10 914 013	343 231

ÉTAT DES DETTES	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des établissements de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine				
- à plus d' 1 an à l'origine	286 055	78 984	207 070	
Emprunts et dettes financières divers	260 000		260 000	
Avances et acomptes reçus	2 936 839	2 936 839		
Fournisseurs et comptes rattachés	3 812 580	3 812 580		
Personnel et comptes rattachés	624 771	624 771		
Sécurité sociale et autres organismes	891 155	891 155		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée	1 640 334	1 640 334		
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	254 268	254 268		
Dettes sur immo. et comptes rattachés	205 687	205 687		
Groupe et associés	990 191	990 191		
Autres dettes	93 576	93 576		
Dettes représentat. de titres empruntés				
Produits constatés d'avance	1 777 022	1 777 022		
TOTAL GÉNÉRAL	13 772 479	13 305 409	467 070	

2-3-2 Charges à Payer

MONTANT DES CHARGES À PAYER INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	873 069
Dettes fiscales et sociales	421 186
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	57 548
TOTAL	1 351 803

2-3-3 Charges et Produits Constatés d'Avance

RUBRIQUES	Charges	Produits
Charges ou produits d'exploitation	31 829	1 777 022
Charges ou produits financiers		
Charges ou produits exceptionnels		
TOTAL	31 829	1 777 022

2-3-4 Produits à Recevoir

MONTANT DES PRODUITS À RECEVOIR INCLUS DANS LES POSTES SUIVANTS DU BILAN	Montant
Immobilisations financières	
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances	
Créances clients et comptes rattachés	1 301 169
Personnel	
Organismes sociaux	5 449
État	
Divers, produits à recevoir	10 298
Autres créances	42 457
Valeurs Mobilières de Placement	
Disponibilités	
TOTAL	1 359 374

2-4-1 Composition du Capital Social

CATEGORIES DE TITRES	Nombre	Valeur nominale
1 - Actions ou parts sociales composant le capital soc. au début de l'exercice	20000	10
2 - Actions ou parts sociales émises pendant l'exercice		
3 - Actions ou parts sociales remboursées pendant l'exercice		
4 - Actions ou parts sociales composant le capital social en fin d'exercice	20000	10

TAUX PROPRES EN K€

Affectation du résultat n-1	Résultat de l'exercice	Apport titres dddd	Augmentation de capital	Réduction de capital	autres variations	A la clôture de l'exercice
						200
						2
						46
						202
						20
						158
						1 394
-1 390						-1 390
	571					571
1 390						0
						0
0	571	0	0		0	1 203

2-5 Provisions Inscrites au Bilan

RUBRIQUES	Montant début exercice	Augmentations dotations	Reprises utilisées	Reprises non utilisées	Montant fin exercice
Prov. pour reconstitution des gisements					
Provisions pour investissement					
Provisions pour hausse des prix					
Amortissements dérogatoires					
Dont majorations except. de 30%					
Provisions pour prêts d'installation					
Autres provisions réglementées					
PROVISIONS RÉGLEMENTÉES					

Provisions pour litiges	123 716	40 000	1 637	27 079	135 000
Prov. pour garant. données aux clients	9 029		734	8 295	
Prov. pour pertes sur marchés à terme	151 144		20 132		131 012
Provisions pour amendes et pénalités					
Provisions pour pertes de change					
Prov. pour pensions et obligat. simil.	372 874	143 944			516 818
Provisions pour impôts					
Prov. pour renouvellement des immo.					
Provisions pour gros entretien et grandes révisions					
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer	10 056	5 028			15 084
Autres prov. pour risques et charges					
PROV. POUR RISQUES ET CHARGES	666 819	188 972	22 503	35 374	797 914

Prov. sur immobilisations incorporelles					(0)
Prov. sur immobilisations corporelles	7 398		7 398		
Prov. sur immo. titres mis en équival.					
Prov. sur immo. titres de participation					
Prov. sur autres immo. financières	81 549				81 549
Provisions sur stocks et en cours	279 195	22 457			268 125
Provisions sur comptes clients					
Autres provisions pour dépréciation					
PROVISIONS POUR DÉPRÉCIATION	368 143	22 457	7 398		349 674
TOTAL GÉNÉRAL	1 034 961	211 430	29 901	35 374	1 147 588

Dont Dotations et Reprises	Dotations	Reprises
Exploitations	173 678	78 671
Financières	32 724	
Exceptionnelles		20 132
Autres		

2-7 CHARGES ET PRODUITS FINANCIERS ENTRE SOCIETES LIEES OU AYANT DES LIENS DE PARTICIPATION

Ils s'élèvent-hors dividendes-à :

Charges Financières	13 991
Produits Financiers	530

Les charges et produits financiers entre sociétés liées ou ayant des liens de participations sont constitués par des intérêts sur comptes courants et par des intérêts calculés dans le cadre d'une conventions de gestion de trésorerie.

2-8 IDENTITE DES SOCIETES MERES CONSOLIDANT LES COMPTES DE LA SOCIETE DES LIENS DE PARTICIPATION

S.A Charier, 87- 89, rue Louis Pasteur à Montoir de Bretagne, établit des comptes consolidés dans lesquels les comptes annuels de notre société sont inclus suivant la méthode de l'intégration globale.

NOTE 3 - INFORMATIONS SUR LE COMPTE DE RESULTAT**3-1- VENTILATION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR SECTEUR D'ACTIVITE**

Le chiffre d'affaires de l'exercice peut s'analyser ainsi :

Ventes de marchandises	
Production vendue : biens	53392
Production vendue : services	31 286 128

3-2- REPARTITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE

Les ventes ont été réalisées sur les marchés géographiques suivants :

France :	31 339 520
----------	------------

3-3- TRANSFERTS DE CHARGES

Ils se décomposent ainsi :	916 735
Remboursement sur Frais de Personnel	228 079
Remboursement Assurances	688 655

3-4- OPERATIONS EN COMMUN

Les contrats dont la durée d'exécution sur plusieurs exercices sont comptabilisés selon la méthode de l'avancement en conformité avec le point 1.

Résultats 2020 des Sociétés en Participation :	-280 906
Résultats 2020 GIE :	0
TOTAL	-280 906

3-5- RESULTAT EXCEPTIONNEL**-140 849**

Produits :

Subvention	
Cessions immobilisations incorporelles	
Cessions immobilisations corporelles	
Reprise prov risques prud'homaux	
Indemnisation diverses	
Rentrées sur créances amorties	
Reprise pénalités sur marché	20 132
Produits sur dettes fournisseurs	913
TOTAL PRODUITS	21 045

Charges

Pénalités sur marchés	160 132
Amendes	314
Vol ou remise en état matériels loués	1 447
Cessions immobilières incorporelles	
Cessions immobilières corporelles	
Provision sur litiges	
Provision sur pénalités	
Pertes sur créances suite à un litige	
Cessions immobilières rebutées	
Mali de fusion	
Régule indemnisation retraite	
TOTAL CHARGES	161 893

3-6- VENTILATION DE L'IMPOT SUR LES BENEFICES DE L'EXERCICE

	AVANT IMPOT	IMPOT	APRES IMPOT
Résultat courant	794 542	271 502	523 040
Résultat exceptionnel	-140 849	- 39 438	101 411
Intéressement	-82 266	- 23 034	59 232
Aide à l'investissement		- 9 057	9 057
Crédit d'impôt mécénat		30	30
Résultat fiscal transféré à la tête d'intégration fiscale		- 199 972	199 972
	571 427	30	571 457

Les décalages temporaires existant entre l'assiette de l'impôt sur les bénéfices et certaines charges comptables occasionneraient un allègement de la dette future d'impôt de 7.153 €.

Conformément à l'option prise le 18/12/2002, notre société est soumise au régime fiscal des groupes de sociétés, sous la société tête : SA CHARIER, 87-89, rue Louis Pasteur à Montoir de Bretagne.

L'impôt société comptabilisé dans l'exercice correspond à l'impôt dû sur notre propre résultat, comme en l'absence d'option pour l'intégration.

3-7- REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des organes de direction et d'administration n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.

3-8- EFFECTIFS

L'effectif moyen sur l'année 2020 se répartit de la façon suivante :

Cadres	:	44
Employés Agents de Maîtrise et Techniciens	:	26
ouvriers	:	53

TOTAL **123**

NOTE 4- AUTRES

4-1- ENGAGEMENTS FINANCIERS

Engagements donnés :

Effets escomptés non échus	:	
Caution / garanties financières de chantiers de travaux publics	:	8 552 913

Engagements en matière de retraite :

En application de la convention collective en vigueur, nous distinguons 2 cas :

- Ouvriers : l'indemnité de départ en retraite est versée par la Caisse de Retraite ;
- Cadres, Agents de maîtrise, Employés : l'entreprise est tenue de verser une indemnité aux salariés partant en retraite.

Ces engagements sont évalués à la clôture de l'exercice à 457 919,19 €. Ils ont été comptabilisés au bilan sous forme de provisions. Depuis le 01-01-2014, la variation de la provision résultant de l'évolution du taux IBOXX est comptabilisée dans le résultat financier, soit, pour 2020 :

dotation exploitation	107 665 €
reprise exploitation	0 €
dotation financière	30 959 €

Suite à la LFSSS pour 2009, l'entreprise a abandonné la stratégie de mise en retraite par l'employeur et a opté pour l'option de départ volontaire du salarié. Les charges patronales sont désormais provisionnées.

La méthode d'évaluation est fondée sur le calcul de l'indemnité théorique due pour chaque salarié, pondérée d'un coefficient représentatif de la probabilité de présence du salarié dans l'entreprise à l'âge de la retraite. Elle s'appuie sur la législation sociale, l'âge des salariés, leur ancienneté dans l'entreprise, leur rémunération actuelle. Elle doit aussi s'appuyer sur la nécessité d'intégrer dans le calcul des engagements de retraite le nombre de trimestres validés par chaque salarié avant son entrée dans l'entreprise.

Conformément à la recommandation ANC n°2013-02, la méthode d'évaluation est fondée sur le calcul de l'indemnité théorique due pour chaque salarié, en tenant compte des paramètres suivants :

Table convention collective de l'entreprise : FNTP
Age de départ : 60-67 ans en fonction de la date de naissance
La rémunération actuelle du salarié
Table profil de carrière : 1 %
Taux d'actualisation : 0,34 % (IBOXX - 2019 : 0,77%)
Taux d'inflation : 0
Table turnover : Fort
Table de mortalité : INSEE 2019
Taux de charges patronales : 49 %

Engagements : médailles du travail

Ces engagements ont été comptabilisés au bilan, sous forme de provision . Ils sont évalués à la clôture de l'exercice à 58.899 euros.

A compter du 01-01-2017, la variation de la provision résultant de l'évolution du taux IBOXX est comptabilisée dans le résultat financier, soit :

dotation exploitation	3 555
reprise exploitation	
dotation financière	1 765
reprise financière	

Conformément à la recommandation ANC n°2013-02, la méthode d'évaluation est fondée sur le calcul de l'indemnité théorique due pour chaque salarié, en tenant compte des paramètres suivants :

Table profil de carrière : 1%
Taux d'actualisation : 0,34% (2019 : IBOXX : 0.77 %)
Taux d'inflation : 0
Turn Over Fort : Cadres et Etam = CCN TP
Turn Over Moyen : Ouvrier = CCN TP

DÉLÉGATION DE POUVOIRS EN MATIÈRE ADMINISTRATIVE, COMPTABLE ET FINANCIÈRE

Je soussigné :

M. Paul BAZIREAU, agissant en qualité de Président du Directoire,

décide de déléguer à :

M. Jean-Marie REMY,

dans le cadre de ses attributions de Directeur Administratif et Financier de l'Entreprise CHARIER, et dans les conditions ci-après, une partie de mes pouvoirs, à charge pour lui d'assumer la responsabilité des décisions prises dans le domaine délégué et notamment celles ayant trait au non-respect des réglementations concernées.

Il aura le pouvoir, au nom et pour la société CHARIER et toutes sociétés dans lesquelles la société CHARIER détient une participation égale ou supérieure à 90 % (ci-après « les sociétés »), de faire toutes opérations et de passer tous actes nécessaires à l'organisation et à la gestion dans les domaines relatifs à la direction administrative et financière qu'il dirige, et notamment de :


- **souscrire, endosser, accepter, négocier, acquitter tous billets à ordre et effets de commerce, faire tous protêts, signer tous mandats et la correspondance ;**
- **faire ouvrir, dans tous établissements bancaires, tous comptes de dépôts, tous comptes de Groupements d'Entreprises, comptes courants ou comptes d'avances sur titres, créer tous chèques, ordres de virement et effets pour le fonctionnement de ces comptes, adhérer aux téléchèques, souscrire des autorisations de prélèvements, commander des cartes bancaires, effectuer tous dépôts et retraits de sommes et valeurs, prendre tous coffres en location et en effectuer tous dépôts et retraits de sommes et valeurs, prendre tous coffres en location et en retirer le contenu et pour toutes ces opérations procéder le cas échéant à leur résiliation ;**
- **tirer tout chèque sur le ou les comptes des sociétés ;**
- **obtenir des organismes bancaires ou assimilés les crédits nécessaires pour assurer la trésorerie des sociétés, contracter tous emprunts et en gérer l'exécution ;**
- **souscrire, via tout support, toutes garanties bancaires avec des organismes de crédit ou assimilés, gérer et lever lesdites garanties ; et notamment former toutes demandes de cautions via la plateforme internet dédiée ;**
- **contracter ou résilier toutes polices d'assurance concernant les risques de toute nature ;**
- **assurer le suivi et le contrôle de la vie juridique des sociétés, et veiller au respect des dispositions légales et réglementaires applicables,**

- faire tous dépôts, immatriculations, modifications et radiations concernant les sociétés auprès du centre de formalités des entreprises et des registres ;
- représenter les sociétés auprès de toutes administrations ou autorités en matière bancaire, boursière ou financière et signer tous documents nécessaires,
- représenter les sociétés en justice, accomplir tous actes de procédures et assurer la gestion et le suivi des contentieux en liaison avec nos avocats dans tous les domaines relevant de la direction administrative et financière ;
- s'assurer du respect des obligations fiscales des sociétés et, établir et signer toutes déclarations d'impôts et taxes ;
- formuler toute réclamation et toute procédure auprès de toute administration fiscale et douanière, formuler toute réponse à toute demande d'informations ou notification, présenter toutes observations et mesures ;
- clore et arrêter tous les comptes sociaux et consolidés, tous les comptes avec les créanciers, débiteurs et tiers quelconques, toucher les sommes qui seront dues à notre entreprise, payer celles qu'elle devra, négocier et réaliser toutes créances ;
- déclarer les créances de la Société inscrites à l'encontre d'un débiteur qui fait l'objet d'une procédure de sauvegarde, de redressement ou de liquidation judiciaire, auprès du Représentant des créanciers ou du Liquidateur judiciaire et procéder, en cas de contrats en cours, à la mise en demeure de poursuivre le ou les contrats en vigueur ;
- aux effets des dispositions ci-dessus énoncées, faire toutes déclarations et démarches, produire toutes pièces justificatives, effectuer tout dépôt de pièces, signer tous actes, pièces et documents, faire élection de domicile partout où besoin sera, instituer tous mandataires spéciaux dans la limite des présents pouvoirs, remplir toutes formalités et généralement faire le nécessaire.

Il pourra subdéléguer ses pouvoirs à celui de ses collaborateurs pourvu de la compétence, de l'autorité et des moyens nécessaires à l'accomplissement de sa mission y compris en cas d'absence. Ladite subdélégation devra faire l'objet d'une acceptation expresse du subdélégué.

La présente délégation lui est consentie pour une durée indéterminée ; elle est susceptible d'être modifiée ou révoquée à tout moment, à mon initiative.

FAIT A COUÉRON,
LE 1^{ER} AVRIL 2020

Bon pour pouvoir


PAUL BAZIREAU
LE DELEGANT

Précédé de la mention « Bon pour pouvoirs »

Lu et approuvé
Bon pour acceptation
de la délégation de pouvoirs
et de responsabilités

JEAN-MARIE REMY
LE DELEGATAIRE

Précédé de la mention
« Lu et approuvé - Bon pour acceptation de la
délégation de pouvoirs et de responsabilités »

ARRIVE LE
30 SEP. 2021
GREFFE TRIBUNAL
COMMERCE
CB47,90€

Monsieur le Greffier
du **TRIBUNAL DE COMMERCE**
2 Bis Quai François MITTERAND
44200 NANTES

COUÉRON, LE 24 SEPTEMBRE 2021

N/RÉF. : IG - 21.428

OBJET : DEPOT DES COMPTES ANNUELS – **EXERCICE 2020**
S.A.S CHARIER GC
2 RUE DES MEUNIER
44220 COUERON

Monsieur le Greffier,

En application de l'article L.232.23 du code de Commerce, nous avons l'honneur de vous déposer, pour être annexés au Registre du Commerce et des Sociétés :

- ▶ les comptes annuels (Bilan, compte de résultat, annexe)
- ▶ le rapport général du commissaire aux comptes,
- ▶ la proposition d'affectation du résultat et la décision adoptée, par l'associé unique, au moyen d'un acte sous seing privé,

de l'exercice clos le 31 décembre 2020 par notre société et approuvés par l'associé unique le 6 mai 2021.

Vous voudrez bien procéder à ladite publicité et nous faire **retour du certificat de dépôt** des comptes annuels + **le bordereau de frais** à l'adresse suivante :

CHARIER (Mme GUYADER)
2 bis rue des Meuniers
44220 COUÉRON

Veillez agréer, Monsieur le Greffier, l'expression de nos salutations distinguées.

LE SERVICE JURIDIQUE,
ISABELLE GUYADER

P.J. : 1 CHEQUE DE 47,90 € [CIC OUEST – N° 4612725]
EN REGLEMENT DES FRAIS DE DEPOT